

Chambre ce que le Canada compte faire à l'endroit du principal producteur d'or, c'est-à-dire l'Afrique du Sud, qui a cessé cette production, et quelles mesures le Canada prend pour maintenir des réserves suffisantes en provenance des marchés internationaux?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Il faudrait, je crois, répondre à cette question à l'appel des motions. Si la réponse du ministre devait être aussi longue que la question, il y aurait lieu de la donner à l'appel des motions.

LA POSSIBILITÉ D'UN RETOUR DES É.-U. À L'ÉTALON-OR— LES MESURES ENVISAGÉES

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, je voudrais signaler une autre affaire au ministre des Finances, ou au ministre d'État qui le remplace aujourd'hui, au sujet de la situation actuelle. Elle fait suite à la récente déclaration d'Arthur Burns, président de l'*United States Federal Reserve Board*, à la conférence monétaire internationale à Montréal selon laquelle le gouvernement américain envisage un retour à l'étalon-or. Lorsque le ministre répondra, pourra-t-il dire ce que projette le Canada en vue de faire face à cette éventualité?

M. l'Orateur: Une fois encore je ferai remarquer que le ministre devra en traiter dans sa déclaration à l'appel des motions.

[Plus tard]

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, puis-je soulever la question de privilège pour signaler, en toute déférence, que par suite de l'intervention de la présidence à propos des trois questions que j'ai posées au ministre d'État et à celle que lui a posée le député de Brandon-Souris, le ministre, qui a l'habitude de nous fournir des réponses intéressantes, a peut-être compris qu'il n'y avait pas lieu d'y répondre. Votre Honneur a suggéré que le ministre réponde à l'appel des motions. Le ministre d'État voudrait-il s'engager à venir à la Chambre demain et faire une déclaration à l'appel des motions.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question de privilège ne se pose pas. Il s'agit d'une question supplémentaire à laquelle le ministre peut répondre s'il le désire.

L'hon. M. Mahoney: Monsieur l'Orateur, je vais examiner les questions en vue d'y répondre de la façon qu'il convient.

LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

LE DÉPÔT DU RAPPORT DÉFINITIF

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé des Affaires urbaines et dont relève, si je ne m'abuse, la Commission des prix et des revenus. Le ministre peut-il nous dire si le rapport définitif de la Commission des prix et des revenus est maintenant prêt et si tel est le cas, quand il sera déposé?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, il n'a pas encore été remis au gouvernement; il est en voie de préparation, mais je crois savoir qu'il sera présenté sous peu.

Mme MacInnis: Monsieur l'Orateur, sauf erreur, le rapport renferme des critiques assez sévères à l'égard de la politique du gouvernement. Pouvons-nous avoir l'assurance que lorsqu'il sera déposé, le rapport sera publié en entier?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—LE PROLONGEMENT DE CERTAINS TRAVAUX—LA DATE LIMITE POUR L'ACCEPTATION OU LE REFUS DES PROJETS

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

A la suite de la déclaration qu'il faisait à la Chambre le 5 mai au sujet du prolongement du programme d'initiatives locales, est-ce que l'honorable ministre pourrait dire à la Chambre si les demandes de prolongement qui ont été faites recevront une réponse dans un avenir rapproché, ou si une date limite a été établie quant à l'acceptation ou au refus de ces demandes?

[Traduction]

L'hon. Bryce Mackasey (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, en règle générale, on peut prolonger jusqu'au 15 juin la réalisation de toutes les entreprises lancées dans le cadre du programme d'initiatives locales et parrainées par les municipalités, à condition que cela n'entraîne pas de frais supplémentaires pour le trésor fédéral. Si le député désire des renseignements sur une initiative en particulier, j'en discuterai volontiers avec lui.